

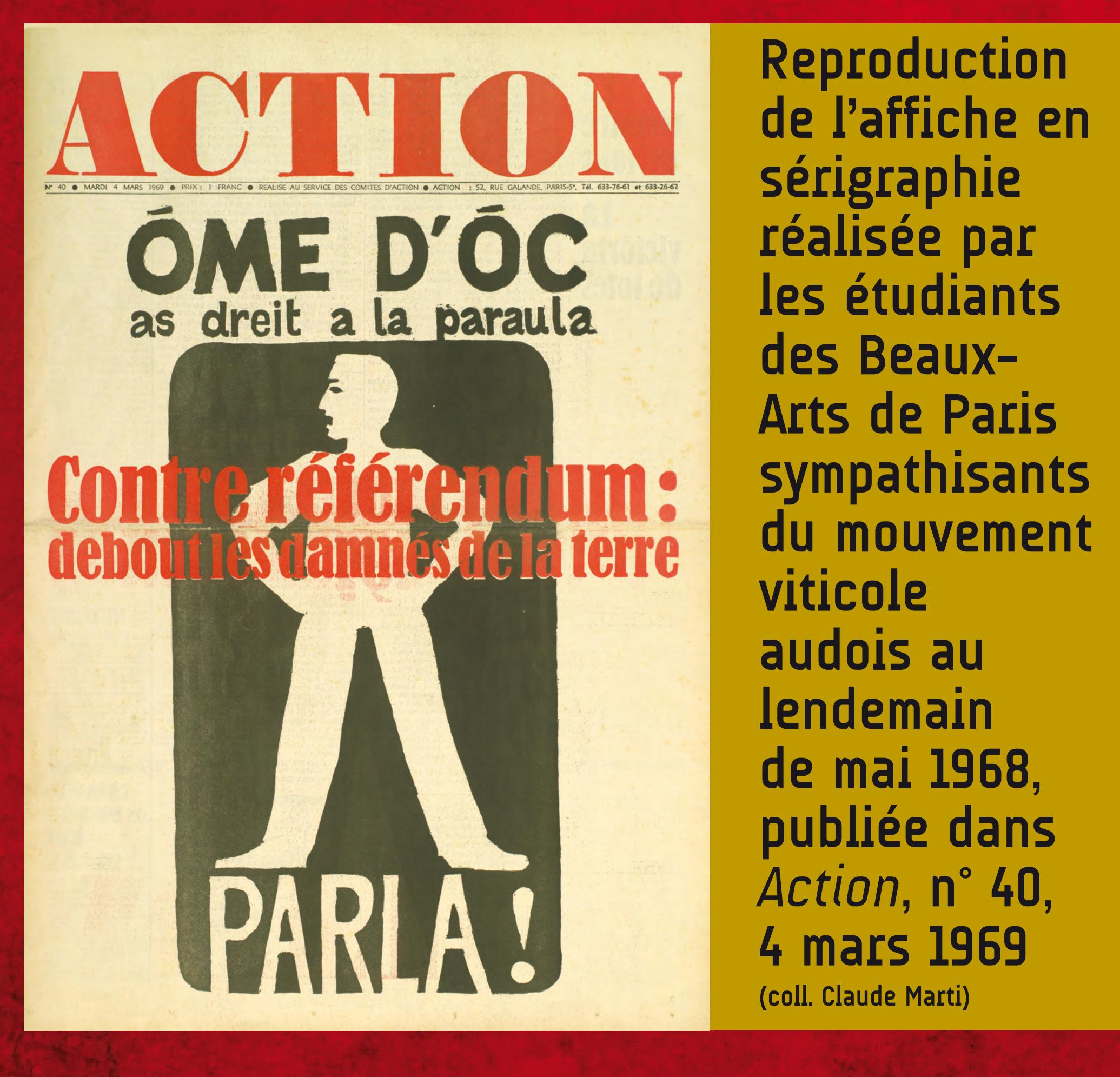
L'OCCITANISME politique

Phénomène multiforme, « l'occitanisme » se situe à la fois dans le champ culturel (défense d'une langue et d'un patrimoine) et dans le champ politique (prise en compte des problèmes économiques et sociaux, remise en cause des structures centrales de l'Etat).

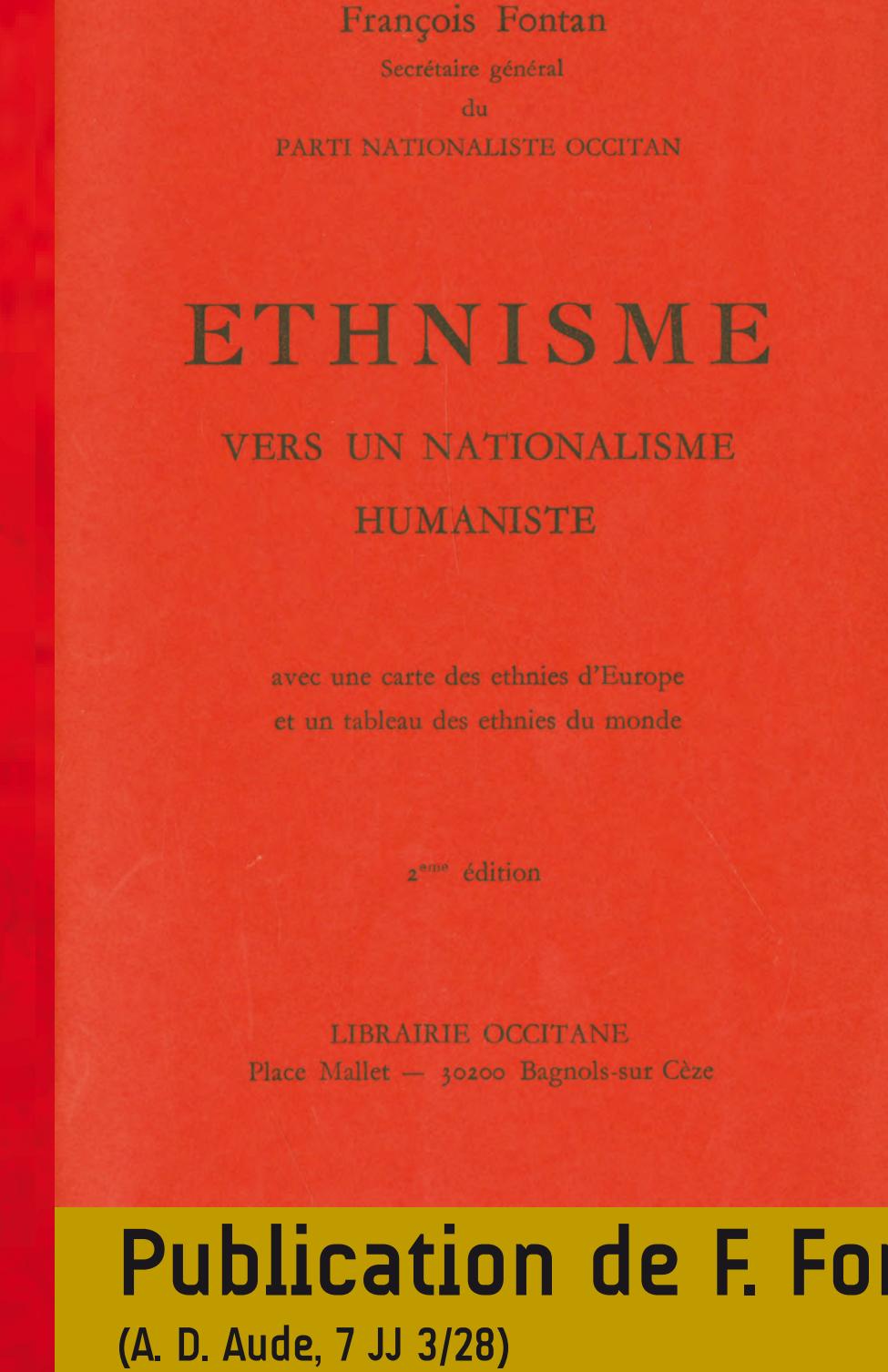
François Fontan (1929-1979) a un parcours politique atypique (du monarchisme au trotskyisme). Dès 1954, il prône un nationalisme séparatiste, s'aliénant les responsables de l'IEO. En 1959, il fonde le Parti Nationaliste Occitan (PNO) dont le programme repose sur un principe, « l'ethnisme ». L'objectif du parti est de favoriser « l'indépendance et l'unité de chaque nation définie selon les critères ethno-linguistiques ». Parmi les nations colonisées d'Europe, la plus nombreuse et la plus grande est l'Occitanie.

Dans l'Aude, le PNO ne semble pas avoir disposé d'organismes structurés. En août 1967, il se manifeste par diverses inscriptions : « Vive Trencavel. PNO », « Occitanie libre ! PNO », « Ici commence la vraie Occitanie ».

A la Cité, les pinceaux de P.N.O. sont à nouveau entrés en action



Reproduction de l'affiche en sérigraphie réalisée par les étudiants des Beaux-Arts de Paris sympathisants du mouvement viticole audois au lendemain de mai 1968, publiée dans *Action*, n° 40, 4 mars 1969 (coll. Claude Marti)



Publication de F. Fontan et carte illustrant son propos

Le 19 décembre 1961 au 20 février 1962, la grève des mineurs de Decazeville, frappés par la restructuration des Charbonnages de France, apparaît dans le monde occitan comme une « révolte des colonisés de l'intérieur ». Le 4 février 1962, est fondé à Narbonne le Comité Occitan d'Etudes et d'Action (COEA). Robert Lafont démissionne de la présidence de l'IEO pour en devenir le secrétaire général. De 1962 à 1964, le COEA définit son programme politique : régionalisme et lutte contre le colonialisme intérieur. De 1964 à 1968, il intervient de manière plus directe, s'opposant au gaullisme. Pris au dépourvu par les événements de mai 1968, le COEA a du mal à trouver sa voie. Il se dissout en 1971 pour laisser la place à « Lutte occitane ». Ce nouveau mouvement accueille des jeunes appartenant à la gauche révolutionnaire et des syndicalistes paysans. L'annonce en octobre 1971 de l'agrandissement du camp militaire du Larzac mobilise les occitanistes qui, aux côtés des exploitants agricoles, prennent part aux manifestations contre le projet. C'est alors qu'est forgé le slogan « Gardarem lo Larzac ». La médiatisation est grande et le combat du Larzac prend une dimension symbolique. En 1981, François Mitterrand, président de la République nouvellement élu, met fin au projet d'extension du Larzac.

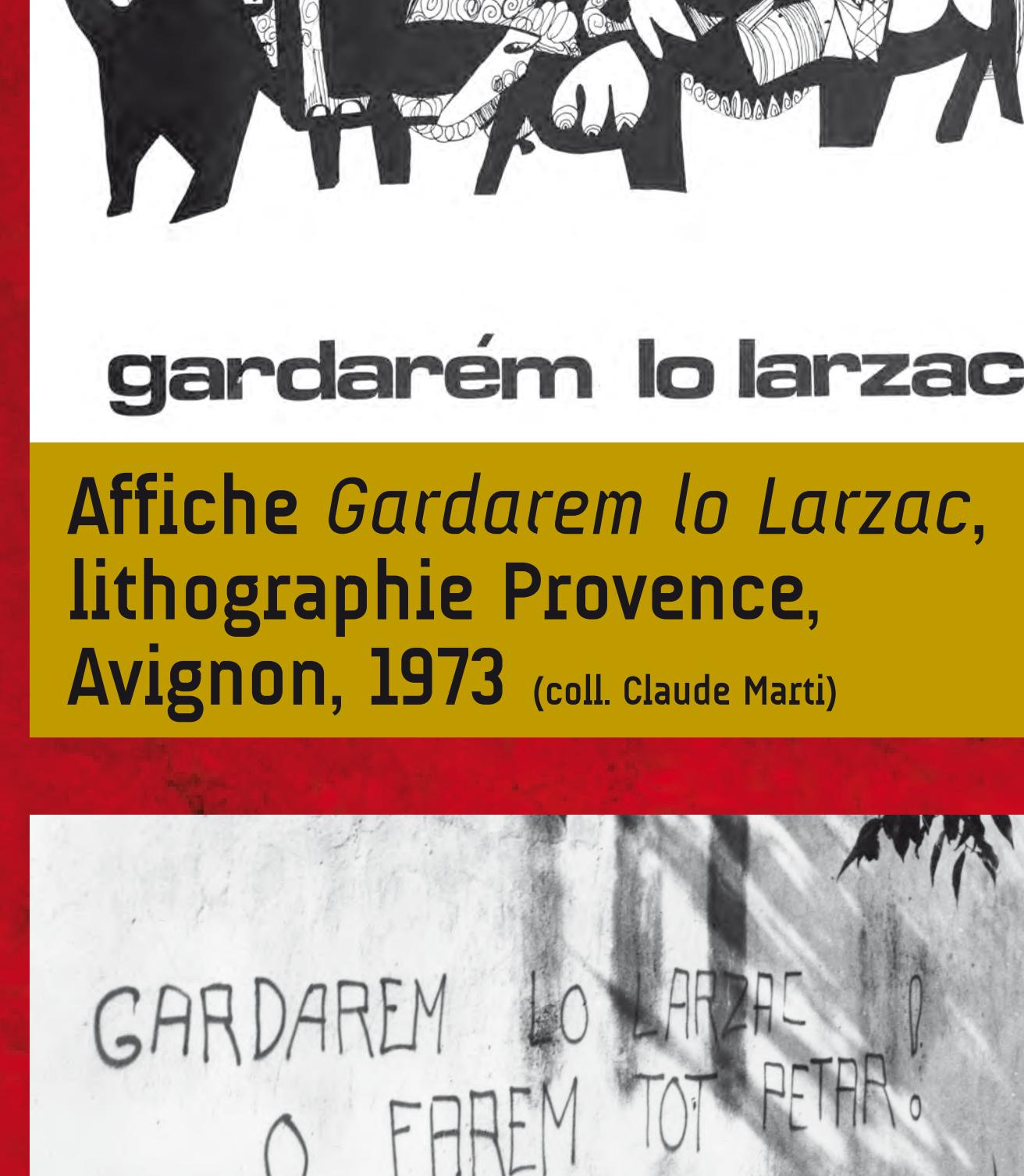
En 1974, Robert Lafont entreprend de se présenter aux élections présidentielles mais sa candidature ne peut aboutir faute d'un nombre suffisant de signatures d'élus validées. Le mouvement socialiste occitan *Volem Viure al País* naît des comités de soutien (locaux et régionaux) à cette candidature. Obtenir l'autonomie pour le pays d'oc est sa revendication principale.

La réussite du mouvement occitan dans les années 1970-1975 tient beaucoup à sa composante culturelle : spectacles et concerts sont accueillis par le public avec sympathie.

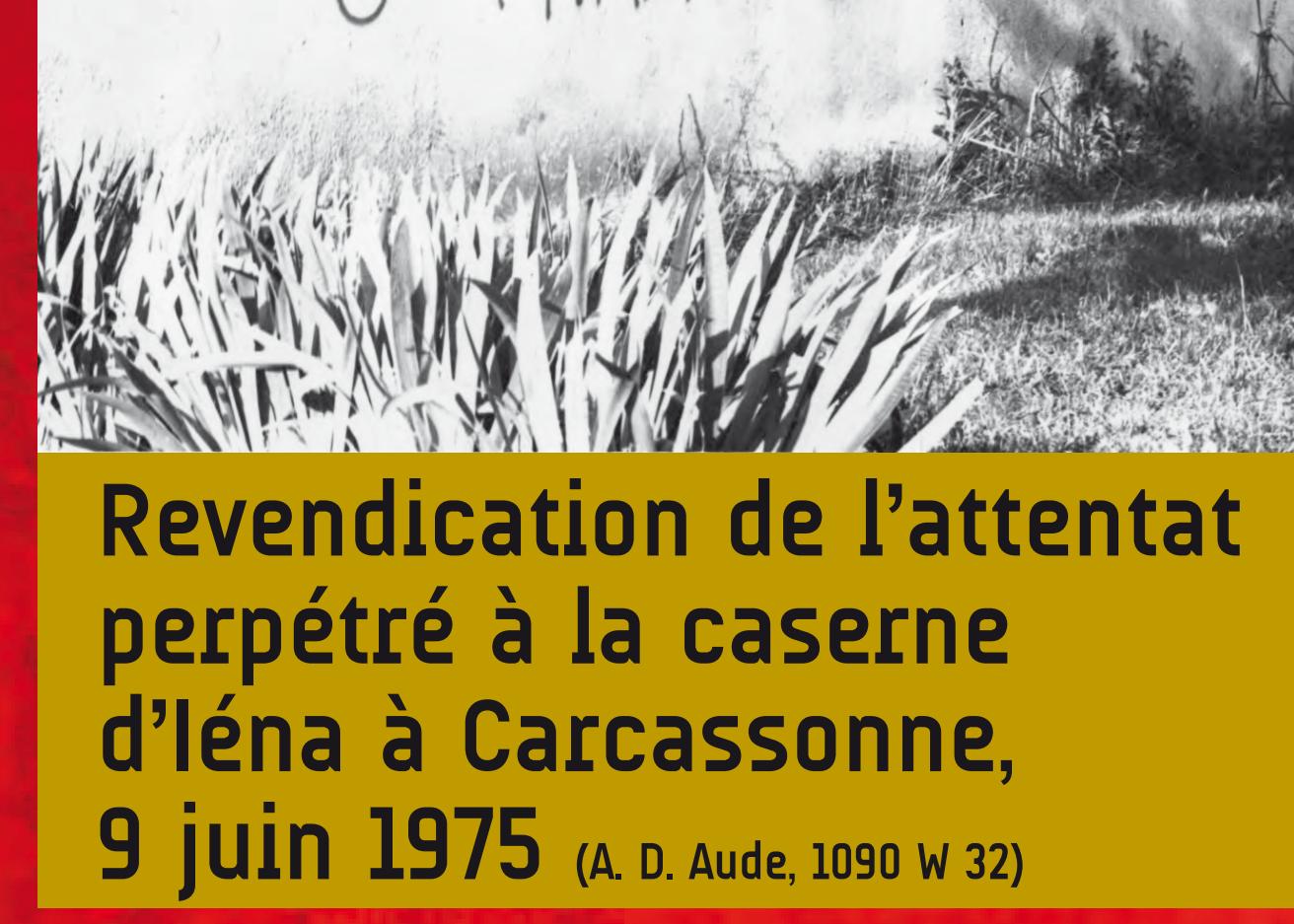
Lors de la grave crise viticole de 1975-1976, les militants de *Volem Viure Al País* rejoignent le combat des vignerons et ce jusqu'à la fusillade meurtrière de Montredon le 4 mars 1976. Dans un contexte d'affrontements violents, un groupe éphémère et clandestin *Farem tot petar* revendique quelques attentats (automne 1974-printemps 1975). Dès 1980, l'occitanisme politique connaît un certain déclin, en grande partie en raison de la situation politique en France et de la nouvelle dynamique de la Gauche parlementaire (due à l'Union de la Gauche).



Pancarte de manifestation portant le slogan qui donne son nom au mouvement socialiste occitan né en 1975
(Viure, n° 20, été 1970, A. D. Aude, 7 JJ 1/45)



Affiche *Gardarem lo Larzac*, lithographie Provence, Avignon, 1973 (coll. Claude Marti)



Revendication de l'attentat perpétré à la caserne d'Iéna à Carcassonne, 9 juin 1975 (A. D. Aude, 1080 W 32)